

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(C.C.A.P.)

**Maître d'ouvrage : Commune de Bar-sur-Seine, Hôtel de ville, 132 Grande Rue de la Résistance
10110 BAR-SUR-SEINE**

établi en application du Code des Marchés publics du 1^{er} août 2006 modifié

TRAVAUX DE RESTAURATION DU CHEVET

**La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Procédure adaptée en application des articles 26-II-5 et 28
du Code des marchés publics.**

Article 1 - Objet du marché - Dispositions générales - Intervenants

1-1- Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) portent sur les travaux de reprise en sous-œuvre de l'église Saint-Etienne située à Bar-Sur-Seine

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) de chaque lot.

L'absence d'une des spécifications emporte non conformité de l'offre.

Connaissance des lieux avant remise des offres

L'entreprise ne sera autorisée à exécuter les travaux qu'après accord du maître d'œuvre sur le contenu des documents transmis.

Les entrepreneurs sont réputés par le fait d'avoir remis leur offre :

- S'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;
- Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement des ouvrages à réaliser ainsi que leurs dimensions et de leurs caractéristiques techniques,
- Avoir pris connaissance de l'état du terrain qui leur sera livré ;
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux,...des disponibilités en eau, en énergie électrique,...
- Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

En résumé, les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

1-2- Nature du marché

Le marché est un marché de travaux.

1-3- Décomposition en lots et en tranches

Le marché est réalisé en huit (8) lots :

- Lot n°1 : Maçonnerie – Pierre de taille
- Lot n°2 : Charpente
- Lot n°3 : Couverture
- Lot n°4a et lot n°4b : vitraux
- Lot n°5 : Menuiserie
- Lot n°6 : Décors muraux
- Lot n°7 : Electricité

Les travaux sont réalisés en trois tranches :

- Tranche ferme : consolidation des superstructures et restauration du haut chœur
- Tranche optionnelle n°1 : restauration des chapelles et du déambulatoire coté nord compris chapelle axiale
- Tranche optionnelle n°2 : restauration des chapelles et du déambulatoire coté sud

1-4- Durée du marché

Pour chaque tranche, le marché est conclu pour une durée fixée à 12 mois (non compris les travaux préparatoires) à compter de la date de réception de l'ordre de service prescrivant le commencement d'exécution des travaux

Démarrage prévisionnel des travaux en 2018,

1-5- Intervenants

1-5-1-Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage des travaux est assurée par la Commune de Bar-Sur-Seine, Hôtel de ville, 132 Grande Rue de la Résistance 10110 BAR SUR SEINE

1-5-2-Assistance au Maîtrise d'ouvrage

Sans Objet :

1-5-2-Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre des travaux est assurée par un maître d'œuvre extérieur.

Architecte :

Pierre BORTOLUSSI
Architecte en Chef des Monuments Historiques
8, avenue Jean Lurçat
78330 FONTENAY-LE-FLEURY
Tél. : 01 30 07 11 61

Agence de Langres :
9, rue Lombard
52200 LANGRES

Assisté de
Eric MISSON – E²MH
Economiste de la Construction
19, rue Paul Gauguin
77310 SAINT-FARGEAU PONTIERRY
Tél.: 01.64.41.11.73 / courriel : e2mh.misson@gmail.com

1-5-3 - Contrôle technique –

Les travaux et prestations concourant à la réalisation de cette opération sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par le titre II de la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Le contrôle technique est confié, par marché séparé, à un bureau d'études agréé.

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont relatives aux missions L (solidité des ouvrages et éléments équipements indissociables) et LE (solidité des existants) de l'ouvrage.

Le contrôleur technique intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement. Les remarques formulées au cours du chantier par le contrôleur technique doivent être observées et ne peuvent faire l'objet d'un supplément de prix.

1-5-4 – Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé –

Conformément à la Loi N° 93-1418 du 31/12/93, l'opération est soumise à l'intervention d'un Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé. Le coordonnateur sera rémunéré par le Maître d'ouvrage.

1-6 Election de domicile

A défaut d'indication dans l'Acte d'Engagement du domicile élu par l'entrepreneur, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la Mairie de Bar-Sur-Seine jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître au maître de l'ouvrage l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1-7 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date de remise des plis. Dans le cas où la procédure se prolonge au delà du délai de validité des offres, les candidats en sont avisés par lettre recommandée avec accusé de réception et sont présumés avoir maintenu leur offre sauf dénonciation dans un délai de 10 jours à compter de la réception du courrier les informant de la prolongation.

1-8-Sous-traitance

Les entreprises titulaires sont habilitées à sous-traiter leurs ouvrages, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour les prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître de l'ouvrage.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies aux articles 114 du Code des marchés publics et 3.6 du CCAG Travaux.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (Article 46.3 du CCAG).

1-9-Ordre de service

Il sera fait application des dispositions de l'article 3.8 du CCAG Travaux.

1-10 Spécifications générales

Il est spécifié à l'entrepreneur qu'il devra l'entier et complet achèvement des ouvrages indiqués dans le cadre du CCTP complété par les plans, et ce sans supplément au montant de son marché. L'entrepreneur doit donc s'entourer du maximum de garanties nécessaires et, en particulier : en cas d'imprécision ou d'omission du présent CCTP faire préciser par le Maître d'œuvre la nature de l'ouvrage qui sera exigé pour permettre le parfait et complet achèvement des travaux. Les clauses étant ci-dessus formelles, le fait de remettre une proposition, une soumission, ou de signer le marché, indique l'acceptation sans aucune réserve par l'entrepreneur, et qu'aucune réclamation ne sera acceptée après la signature du marché.

1-11 Unité monétaire

La monnaie de compte du marché est l'euro. Toutes les pièces relatives à la déclaration et aux paiements des sous-traitants, transmises par le titulaire au maître d'ouvrage, doivent être établies dans la même unité monétaire que la monnaie de compte.

1-12 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 114 du Code des Marchés Publics, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Les demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article « Prix - Variation dans les prix - Règlement des comptes » du présent document.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

1-13 Application de l'article D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail

En application de l'article D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail le ou les titulaires du marché produisent, **tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché**, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois ;
- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement lorsque le cocontractant emploie des salariés ;
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires ; l'attestation sur l'honneur doit être produite tous les six mois, sauf si, compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, cela conduit à représenter une attestation déjà fournie par le titulaire du marché ;

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire, et après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai de 5 jours.

1-14 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur. Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci. Les modalités d'application de ces textes sont les suivantes :

Conforme à l'article 6 du CCAG Travaux

Article 2 - Pièces constitutives du marché

2-1-Pièces particulières

Pour chaque lot, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement dont l'exemplaire conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le bordereau de prix unitaires portant également le détail quantitatif estimatif pour les lots 1, 2, 4a et 4b dont l'exemplaire conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le bordereau de prix global et forfaitaire pour les lots 3, 5, 6 et 7 dont l'exemplaire conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières, dont l'exemplaire conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Les plans ou pièces graphiques et les autres pièces techniques figurant dans le dossier de consultation, dont les exemplaires conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seuls foi ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,
- le Mémoire technique remis par le candidat,

2-2-Pièces générales

Les pièces générales sont :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux (arrêté du 8 septembre 2009),
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 3-3-2 du présent CCAP.

Pour ce qui est des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier. Elles sont réputées connues des entreprises et les parties contractantes leur reconnaissent le caractère contractuel.

Article 3 - Prix et mode d'évaluation des ouvrages - Variation dans les prix - Règlement des comptes

3-1-Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- à l'entrepreneur et à ses sous-traitants;
- à l'entrepreneur mandataire d'un groupement, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

3-2-Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes - Travaux en régie

3-2-1-Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA et, en complément de l'article 10.1.1 du CCAG, ils tiennent compte des sujétions suivantes :

- L'ensemble des frais de conception et de réalisation des travaux notamment les dépenses de chantier, les frais de main d'œuvre, de fourniture, de déplacement, de mise en sécurité du chantier, les frais liés à la fourniture à l'organisme de contrôle technique des documents nécessaires à l'exercice de sa mission, les frais liés à l'application de la réglementation relative à la Sécurité et à la Protection de la Santé des Travailleurs, les frais d'établissements et de production de plans de récolement, de notices de fonctionnement ou d'entretien et plus généralement de tous documents liés à la réception des travaux, aux essais de mise en service et au fonctionnement des ouvrages, etc...

Les entreprises sont réputées avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Le prix porté à l'acte d'engagement s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de ce lot, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, l'entrepreneur est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché).

Les dépenses supplémentaires imprévues que l'entrepreneur pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ses aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

3-2-2- Base de règlement des comptes

Pour chaque lot, les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés selon les prix figurant au bordereau de prix unitaires, appliqués aux quantités réellement exécutées ou selon le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire.

3-2-3- Décomptes et acomptes mensuels – Arrêt des comptes et décompte final

Point de départ du délai de paiement

Le délai global de paiement a pour point de départ :

- Pour l'avance, la date de réception de la garantie à première demande ou de la caution personnelle et solidaire exigée en contre partie.
- Pour les acomptes dus au titulaire et les paiements dus aux sous-traitants à paiement direct, la date de réception par le Maître d'œuvre des projets de décompte et des pièces annexées, qui doivent lui être adressées par tous moyens permettant d'attester une date certaine de leur réception. Cette date est mentionnée par le maître d'œuvre sur les certificats pour paiement transmis au pouvoir adjudicateur.
- Au cas particulier visé à l'article 116 du Code des Marchés Publics, le point de départ du délai de paiement du sous-traitant correspond à la date certaine de réception de sa demande par le maître d'œuvre.
- Pour le solde, la date de réception du décompte général par le pouvoir adjudicateur.
- Cette date d'acceptation qui doit impérativement être mentionnée sur le décompte général par la partie qui en est le dernier signataire correspond à la date de sa signature.
- Si le titulaire est le dernier signataire du décompte général, il doit, au plus tard dans les 2 jours à compter de sa signature, le transmettre au maître d'œuvre par tous moyens permettant d'attester une date certaine à son envoi.
- A défaut de toute transmission au maître d'œuvre, dans ce délai, du décompte général revêtu de sa signature ou des motifs de refus de sa signature, le titulaire est réputé avoir accepté le décompte général, la date d'acceptation correspondant alors au 1^{er} jour suivant le terme de ce délai.
- La date de paiement correspond à la date de règlement par le comptable public, c'est-à-dire à

la date d'émission de l'ordre de payer à la Banque de France.

a) Décomptes et acomptes provisoires

Les travaux sont réglés par acomptes mensuels.

Le titulaire remet ses demandes mensuelles de paiement au maître d'œuvre sous la forme d'un projet de décompte. Les projets de décomptes mensuels seront présentés en état cumulatif depuis le début des travaux diminués :

- des mandatements déjà effectués
- des retenues de garantie sauf si une garantie à première demande est fournie
- éventuellement des pénalités immédiatement applicables

Les projets de décomptes mensuels afférents au mois "n" seront transmis par l'entrepreneur au maître d'œuvre par envoi recommandé avec avis de réception postal ou remis contre récépissé au plus tard le 15 du mois "n+1" .

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel. Le projet accepté ou rectifié devient le décompte mensuel et détermine le montant de l'acompte mensuel dû au titulaire.

En cas de retard dans la remise d'un projet de décompte, il est appliqué, comme il est prévu à l'article 13 du CCAG Travaux, une pénalité journalière dont le montant est fixé comme suit :

- pour les décomptes mensuels, 1/2000 de la différence entre le montant du décompte dont il s'agit et celui du décompte précédent ;
- pour le décompte final, 1/10000 du montant de ce décompte.

Ces pénalités sont appliquées après un ordre de service rappelant à l'entrepreneur ses obligations et sont calculées depuis la date limite fixée par l'ordre de service jusqu'à la remise effective du projet de décompte attendu.

Après vérification et dans les quinze jours de leur réception, ces demandes de décomptes et situations, éventuellement rectifiées, seront adressées par le Maître d'Ouvre, au Maître d'ouvrage pour visa et règlement.

Le règlement des décomptes et situation seront faits par le Maître d'ouvrage dans les délais fixé au CCAG

b) Décompte final :

A la fin des travaux, l'entrepreneur établit et adresse ou remet au maître d'œuvre, après le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois de leur exécution, ou à la place de ce projet, sa demande de paiement final sous forme d'un projet de décompte final indiquant :

- les quantités totales de prestations réellement exécutées,
- ainsi que toutes précisions nécessaires touchant aux travaux en régie, pénalités, primes, etc..

Ce projet correspond au décompte final mentionné au CCAG et produit les mêmes effets, notamment en matière de délais.

L'entrepreneur sera lié par les indications figurant au projet de décompte final sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves antérieures de sa part.

Le projet de décompte final est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre et devient alors le décompte final. Le maître d'œuvre établit le projet de décompte général dans les conditions fixées par le CCAG. Ce projet constituera le décompte général puis le décompte général et définitif après approbation par l'entreprise et par le maître d'ouvrage.

3-2-4-Approvisionnement

Pour l'application de l'article 11-3 du CCAG, il est précisé que les approvisionnements peuvent figurer dans les décomptes mensuels.

A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, l'entrepreneur ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété.

Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

Sauf accord du maître de l'ouvrage, les approvisionnements retenus dans un décompte ne peuvent être affectés par l'entrepreneur ou le sous-traitant, à des travaux autres que ceux qui font l'objet du lot concerné.

Les approvisionnements retenus dans un décompte doivent être couverts par une assurance vol et incendie et la justification de cette assurance doit être fournie à l'appui du premier projet de décompte mensuel comportant des approvisionnements.

3-2-5-Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des travaux. Ces montants sont éventuellement rectifiés lors de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des travaux.

3-2-6 Frais bancaires

LES FRAIS BANCAIRES RELATIFS A UNE DOMICILIATION BANCAIRE A L'ETRANGER SERONT A LA CHARGE DU TITULAIRE.

3-3-Variation dans les prix

3-3-1-Type de variation des prix

Pour chaque lot, les prix du marché sont révisibles suivant les modalités fixées aux articles 3-3-2 à 3-3-4 ci dessous.

3-3-2-Mois d'établissement des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques **du mois de septembre 2018** (dit mois 0).

3-3-3-Modalités de variation des prix

Modalités de révision

Les prix figurant au bordereau des prix unitaires sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [0,15 + 0,85 \left(\frac{I_n}{I_o} \right)]$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro.
- I est l'indice de révision applicable à chaque lot

Les indices choisis parce que représentatifs des travaux de chaque lot, sont les indices suivants :

Lot n°1	: BT01
Lot n°2	: BT17a
Lot n°3	: BT30
Lots n°4a et n 4b	: BT45
Lot n°5	: BT18a
Lot n°6	: BT46
Lot n°7	: BT47

La valeur de ces indices sera prise respectivement comme suit :

- I_o = Valeur définitive au mois 0
- I_n = Valeur définitive à la date d'exécution des travaux

Ces indices sont notamment publiés au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Lorsqu'une révision est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'indice antérieure à celle qui doit être appliquée, il est procédé à la révision définitive lors du premier règlement qui suit la parution de l'indice définitif.

3-4-Paiement des co-traitants et des sous traitants

3-4-1-Désignation de sous-traitants en cours de marché

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles 114 du Code des marchés publics et 3.6 du CCAG Travaux.

La demande d'acceptation et d'agrément (acte spécial - formulaire DC4 ou équivalent) doit comprendre tous les éléments prévus à l'article 114 du Code des Marchés Publics

La demande d'acceptation et d'agrément doit être accompagnée des documents suivants :

- une copie des certificats justifiant de la régularité du sous-traitant au regard de ses obligations fiscales et sociales,
- une attestation sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une des interdictions d'accès aux marchés publics visées à l'article 43 du Code des Marchés Publics,
- une présentation des capacités professionnelles et financières du sous-traitant, en rapport avec la nature et l'importance des prestations sous-traitées,
- une copie du contrat de sous-traitance.

Conformément aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance modifiée par la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 et aux dispositions du Code des Marchés Publics, il est rappelé que :

- tous les sous-traitants doivent être déclarés et présentés à l'agrément du maître d'ouvrage,
- les sous-traitants directs de l'entrepreneur principal, dont le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, sont payés directement par le pouvoir adjudicateur,
- les sous-traitants d'un rang inférieur ne bénéficient pas du paiement direct, ni d'une délégation de paiement du pouvoir adjudicateur, remplacée par une caution bancaire établie par leur donneur d'ordre.

Le titulaire devra signaler au pouvoir adjudicateur, toute modification du montant sous-traité pendant l'exécution du marché.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 49 CCAG).

3-4-2-Modalités de paiement direct

Les paiements directs aux sous-traitants agréés sont effectués dans les conditions fixées à l'article 116 du Code des marchés publics.

Le sous-traitant envoie sa demande de paiement, libellée au nom du maître d'ouvrage, au titulaire du marché par lettre recommandée avec accusé de réception ou la remet sur place contre récépissé. Le titulaire du marché dispose de 15 jours pour l'accepter ou la refuser et en informe le sous-traitant et le maître d'ouvrage. Passé le délai de 15 jours, l'accord du titulaire est considéré comme tacite.

Parallèlement, le sous-traitant envoie sa demande de paiement au maître d'ouvrage, accompagnée d'une copie de la facture et de l'accusé réception de l'envoi de sa facture au titulaire du marché.

Le maître d'ouvrage envoie sans délai une copie de la facture du sous-traitant jointe à la demande de paiement, au titulaire.

Le maître d'ouvrage paie le sous-traitant dans les délais fixés à l'article 3.5 ci-dessus, décomptés à partir de la réception de l'accord exprès ou tacite du titulaire.

Le maître d'ouvrage informe le titulaire de ce paiement.

Le titulaire du marché fait apparaître distinctement, dans ses propres demandes de paiement, les prestations sous-traitées réglées ou à régler directement par le pouvoir adjudicateur.

3-5-Délais de paiement

Les demandes de paiement mensuelles seront réglées dans les délais réglementaires de paiement fixés par l'article 98 du Code des Marchés Publics.

Le délai de paiement est de 30 jours.

Le point de départ du délai de paiement mensuel est ouvert à compter de la date de réception de la demande de paiement du titulaire par le maître d'œuvre.

Le délai global de paiement peut être suspendu dans les cas et les conditions prévus aux décrets n°2002 – 232 du 21 février 2002 et n°2008-1550 du 31 décembre 2008.

Le délai de paiement du solde après établissement du décompte général et définitif interviendra dans les délais fixés au CCAG.

3-6- Intérêts moratoires

Pour les contrats conclus à partir du 16 mars 2013, le taux des intérêts moratoires est de **8,50 %**, correspondant au taux directeur de la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de 8 points.

Indemnité pour frais de recouvrement

En cas de retard de paiement d'une commande publique, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux pénalités de retard dues au créancier.

Cette nouvelle indemnité concerne toutes les factures payées en retard pour des marchés conclus à partir du 16 mars 2013.

Ce montant forfaitaire s'ajoute aux intérêts moratoires, mais n'est pas inclus dans la base de calcul des pénalités

Article 4 - Délai d'exécution - Pénalités et primes

4-1-Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution global du marché par tranche est fixé à 12 mois (non compris les 2 mois préparatoires) à compter de l'ordre de service prescrivant le début des travaux.

4-2-Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées normalement prévisibles est fixé à 15 jours ouvrés sur l'ensemble de la durée du marché.

A chaque interruption du travail, l'entrepreneur devra adresser au Maître d'Ouvrage une copie de sa déclaration d'arrêt pour intempéries dans un délai **maximum de 5 jours** .sinon l'interruption ne sera pas prise en compte pour le report de la date de livraison de l'ouvrage ou l'ensemble des ouvrages.

Le délai global d'exécution est réputé comprendre les journées chômées par lois ou usages, ainsi que l'incidence des périodes de congés payés.

Dans le cas où les prorogations de délais seraient accordées, soit pour modification de la date prévisionnelle de démarrage des travaux, soit pour modification des ouvrages, le calendrier détaillé d'exécution sera modifié par le Maître d'œuvre ou le Maître d'Ouvrage pour tenir compte des incidences de ces arrêts de chantier ou modifications d'ouvrages.

- Lorsqu'un changement de la masse de travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages, une substitution à des ouvrages initialement prévus d'ouvrages différents, une rencontre de difficultés imprévues au cours du chantier, un ajournement de travaux décidé par le représentant du pouvoir adjudicateur ou encore un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge du maître de l'ouvrage ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché, les dispositions de **l'article 19.21** du CCAG Travaux sont seules applicables.
- Conformément au premier alinéa de **l'article 19.23** du CCAG Travaux, dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés. Cette prolongation est notifiée à l'entrepreneur par un ordre de service qui en précise la durée, laquelle est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément aux dites dispositions.

Par dérogation à l'article 20 du CCAG

Remarque préalable : Le point de départ du délai contractuel, du marché, est la date de réception par l'entreprise de l'ordre de service de commencer les travaux.

Dans le cas où l'entrepreneur ne respecterait pas le délai contractuel qui lui est imparti, il supportera une pénalité fixée, par jour de retard, à **750 euros HT (sept cent cinquante euros)**.

En cours de travaux, cette pénalité pourra être provisoirement calculée sur le montant indiqué à l'acte d'engagement et appliquée sur les acomptes versés, sans mise en demeure préalable, dès le versement du premier acompte suivant la constatation du retard.

En aucun cas, l'application de cette pénalité ne sera exclusive de toute demande d'indemnisation que le Maître d'Ouvrage s'estimerait en droit de produire.

Toutefois, passé un retard non justifié de plus de trente jours sur le délai contractuel, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit et dix jours après mise en demeure demeurée sans effet, de résilier le marché et de faire poursuivre et achever les travaux par une entreprise de son choix, aux frais de l'entrepreneur de tous dommages intérêts éventuels.

Dans le cas d'un marché traité en entreprises séparées, l'entreprise devra commencer ses travaux à la date prévue au planning contractuel d'exécution. De plus, les délais partiels d'exécution sont fixés par corps d'état et par tâche.

Au cas où un décalage, par rapport au planning se produirait, soit du fait du retard de l'une des entreprises, soit pour une cause quelconque, le délai d'exécution pour chacun des corps d'état, devra, bien que décalé dans le temps, rester égal au délai prévu initialement. L'entreprise ne pourra pas se prévaloir de ce décalage pour justifier une éventuelle non intervention ou un prolongement de son délai.

Aucune indemnité ne pourra être réclamée de ce fait par les entreprises intéressées, à quelque titre que ce soit

Retard dans le nettoyage et la remise en état du chantier

En cas de non respect des prescriptions contractuelles concernant le nettoyage des locaux, du chantier, des voies publiques aux sorties du chantier, il sera appliqué, sans mise en demeure préalable, une pénalité de **350 euros HT (trois cent cinquante euros) par jour calendaire**, par infraction constatée par le Maître d'œuvre

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

Retard dans l'enlèvement, matériaux sans emploi et installation de chantier

Dans le cas où l'entrepreneur n'aurait pas effectué le repliement de ses installations de chantier, l'enlèvement des matériels et matériaux, dans les délais fixés par le maître d'ouvrage, ce dernier, sans mise en demeure préalable, fera assurer les enlèvements nécessaires par une entreprise de son choix, les frais correspondants étant entièrement supportés par l'entreprise défaillante. En cas de défaillance persistante risquant d'entraîner des retards irréversibles, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer les mesures coercitives décrites à l'article **48 du CCAG** après mise en demeure restée infructueuse ou sur simple constatation du maître d'œuvre: **350 euros HT (trois cent cinquante euros) par jour calendaire**.

Retard ou Absence aux rendez-vous de chantier

Les rendez-vous de chantier sont hebdomadaires et donneront lieu à l'établissement d'un compte-rendu détaillé par le Maître d'Œuvre.

La présence aux rendez-vous de chantier des entrepreneurs, dont les travaux sont en cours, est obligatoire. En outre, tout entrepreneur dûment convoqué à un rendez-vous de chantier a l'obligation de déférer à cette convocation. La présence de l'entrepreneur est obligatoire, sans convocation préalable, au rendez-vous précédent son intervention propre, telle qu'elle est prévue au calendrier détaillé d'exécution. Toute absence constatée et non autorisée aux rendez-vous de chantier sera sanctionnée par une pénalité fixée par le Maître d'Oeuvre, qui sera déduite sur la situation financière du mois en cours.

Retard ou Absence non excusée **200,00 € HT / Absence**

Sera Considéré comme absence tout retard **supérieur à 1/2 d'heure**

Pénalité diverses

Pénalités pour non-respect des dispositions de Sécurité et protection de la Santé des travailleurs (si besoin)

En cas de non-respect des délais fixés aux articles *Sécurité et protection de la Santé des travailleurs sur le chantier* du CCAP, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à **200 € HT par jour calendaire** de retard constaté par le maître d'oeuvre.

Pénalités pour retard dans la production des documents nécessaires à la préparation de chantier

En cas de non-respect des délais fixés aux articles *Période de préparation et Etudes ou Programme d'exécution des travaux* du CCAP, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à **200 € HT par jour calendaire** de retard constaté ou non-conformité des documents par le maître d'oeuvre.

Délais et retenues pour remise tardive des documents à fournir après exécution

Il est dérogé à l'article **40 du CCAG** de la façon suivante :

La remise des plans et documents prévus au CCTG et CCTP s'effectuera **15 jours** avant la réception des travaux.

En cas de retard dans la remise de ces documents, une pénalité égale à **200 € HT par jour calendaire** de retard sera appliquée sur les sommes dues à l'entrepreneur.

Autres pénalités diverses

Il est par ailleurs prévu l'application des pénalités suivantes :

-Pénalité journalière pour l'utilisation de produit ou matériaux non conforme aux différents CCTP: **500 € HT / jour calendaire / constatations** sur simple constatations du Maître d'œuvre.

A noter que la pénalité sera du dès sa constatation par le Maître d'œuvre et ce jusqu'à complète évacuation du ou des produits ou matériaux non conforme.

-Pénalité pour absence non excusée du représentant de l'entreprise sur les lieux d'exécutions **200 € HT par jour calendaire** sur simple constatation du maître d'œuvre.

- Pénalité journalière pour absence ou non conformité de signalisation de chantier (**SIGNALISATION TEMPORAIRE - Manuel du chef de chantier - édition 2003" Volume 1, 2 et 3 édité par le CERTU**) : **200 € HT par jour calendaire** sur simple constatation du maître d'œuvre.

- Pénalités pour non respect de la gestion des déchets : **200 € HT par jour calendaire et par constatation** pour non respect du tri conforme au PAD

-Pénalité journalière pour non indication ou non déclaration des éléments journaliers au journal de chantier : **200 € HT / jours et par constatation** sur simple constatation du maître d'œuvre.

-Pénalité journalière pour non respect des consignes de sécurité du SPS ou du Maître d'œuvre ou constatation de défaut de sécurité : **300 € HT / jours et par constatation**

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur S.P.S. ou le Maître d'œuvre doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. et ce sans qu'aucune réclamation ne soit possible par l'entrepreneur.

cumul des pénalités

Toutes les pénalités des articles citées dans le présent CCAP sont cumulables entre elles.

4-5- Décision de poursuivre

Conformément à l'article 118 du Code des Marchés Publics, si le montant des travaux exécutés atteint le montant prévu par le total du Détail Quantitatif Estimatif figurant à l'acte d'engagement, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée à une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur, dans le respect des conditions prévues à l'article 20 du même code.

Il est précisé que conformément à l'article 15 du CCAG, le titulaire est tenu de réaliser ces travaux sans indemnisation particulière dès lors que l'augmentation ne dépasse pas le seuil de 25% du montant total du marché.

GARANTIES

Garanties particulières

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière. Il est fixé conformément aux dispositions de **l'article 44** du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux.

Cependant le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de demander des garanties particulières sur tout ouvrage dont la pérennité, après examen, ne semblerait pas être assurée conformément aux obligations de l'entrepreneur.

Garantie contre les dommages causés aux tiers

Le titulaire du marché garantit le maître d'ouvrage pour les dommages causés aux tiers par son fait ou sa négligence pendant la préparation et/ou l'exécution des travaux. Cette garantie s'applique également aux dommages causés par le fait ou la négligence des sous-traitants du titulaire agréés par le maître d'ouvrage.

Par ailleurs, la réception définitive des travaux ne fait pas obstacle à l'appel en garantie contre le titulaire du marché par le maître d'ouvrage, en cas de recours des tiers intentés contre ce dernier. De

même, la réception définitive des travaux ne s'oppose pas à l'engagement d'une action récursoire contre le titulaire du marché par le maître d'ouvrage, si ce dernier est condamné à indemniser des tiers en raison de dommages consécutifs à la préparation et/ou à l'exécution des travaux.

Article 5 - Clauses de financement et de sûreté

5-1-Retenue de garantie

Chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5 % dans les conditions prévues aux articles 101, 102 et 103 du Code des marchés publics.

Cette retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues à l'article 102 du Code des marchés publics.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés dans les conditions prévues à l'article 103 du Code des marchés publics.

5-2-Avance

Conformément aux dispositions de l'article 87 du Code des Marchés Publics et conformément à son choix inscrit dans l'acte d'engagement, le titulaire peut bénéficier d'une avance.

Le montant de l'avance est égale à 5% du montant total toutes taxes comprises du Détail Quantitatif Estimatif ou du prix global et forfaitaire figurant dans l'acte d'engagement..

Le montant de l'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

Conformément aux dispositions de l'article 88 du Code des Marchés Publics, le remboursement de l'avance s'effectuera par précompte sur les sommes dues au titulaire quand le total du montant des prestations facturées par le titulaire atteint 65% du montant TTC du total de Détail Quantitatif Estimatif ou du Cadre de décomposition du prix global et forfaitaire figurant dans l'acte d'engagement. Le remboursement de l'avance forfaitaire s'effectuera entre 65% et 80% du montant H.T des travaux.

Pour bénéficier de cette avance, le titulaire doit :

- constituer et produire dans un délai d'un (1) mois après l'attribution du marché, une garantie à première demande d'un montant égal à la totalité du montant de l'avance,
- ne pas avoir déjà adressé à la Ville une première facture ou demande de paiement en exécution du présent marché.

Le délai de paiement de cette avance court à compter de la réception par le maître de l'ouvrage de la garantie à première demande.

5-3- Autres avances

Aucune autre avance ne sera versée au titulaire

Article 6 - Contrôle et réception des travaux

6-1-Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les DTU ou normes applicables aux installations faisant l'objet du marché ou par les CCTP sont à la charge des entrepreneurs.

Si le maître d'ouvrage prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du maître de l'ouvrage si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute de l'entreprise responsable de l'ouvrage; dans le cas contraire, ces essais et contrôles sont pris en charge par l'entrepreneur.

6-2-Réception

La réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG et ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

Si à l'issue des opérations préalables à la réception mentionnées à l'article 41.1 la réception ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, le titulaire reste responsable de ce report et des conséquences sur le délai global des travaux et sur l'application des pénalités.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour remédier aux observations formulées dans le procès verbal des opérations préalables. A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

Dans le cas où le procès-verbal contiendrait des réserves, le maître d'œuvre délivre à l'entreprise un procès-verbal de réception avec réserves. Le maître d'œuvre fixera le délai dans lequel ces travaux devront être exécutés. Délai qui **par dérogation à l'article 41.6 du C.C.A.G.** ne devra en aucun cas excéder 2 mois.

Dans le cas où les réserves ne seraient pas levées dans le délai fixé au procès-verbal, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer sans préavis une pénalité de 250 € H.T. par jour calendaire de retard. Le maître d'ouvrage se réserve également le droit d'une mise en demeure conformément à l'article 49 du C.C.A.G. travaux.

6-3-Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage

Aucune disposition particulière n'est prévue.

6-4-Documents fournis après exécution

Les stipulations de l'article 40 du CCAG s'appliquent.

Le titulaire remet au maître d'œuvre, en cinq exemplaires dont un reproductible, le dossier des ouvrages exécutés (DOE) avec les éléments qui figurent dans le CCTP.

Ce dossier doit être remis au plus tard dans le mois suivant la réception.

Article 7 – Dispositions diverses

7-1-Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire de chaque lot doit justifier qu'il est titulaire :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

7-2-Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché selon l'article 47 du Code des Marchés Publics, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles 44 et 46 du Code des Marchés Publics et selon les dispositions des articles 46, 47 et 48 du CCAG-Travaux.

Article 8 – Redressement judiciaire et liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article 141 de la loi du 25 Janvier 1985, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article 37 de la loi. En cas de réponse négative ou en l'absence dans un délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le Juge Commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

Article 9 – Date d'effet du marché

Le présent marché ne prendra effet qu'après sa transmission au contrôle de légalité et sa notification au titulaire.